

RENCONTRE

Tony Frangié : Le président doit prendre l'initiative de la solution dans la crise gouvernementale

Scarlett HADDAD

« La dernière fois que je suis venu à l'université, j'étais encore sur les bancs des étudiants. » C'est par cette remarque que Tony Frangié entame sa rencontre-débat avec les étudiants du master de communication à l'Institut des sciences politiques de l'USJ. Pendant près de deux heures, le jeune député de 31 ans répond avec franchise aux nombreuses questions des étudiants, du directeur de l'institut Karim Émile Bitar et du responsable du master Pascal Monin. Simple, il n'élude aucune question. Maniant avec aisance l'anglais, le français et l'arabe, il répond à chacun dans la langue de son choix, soucieux de livrer un message d'espoir et de confiance dans le pays, tout en lançant quelques pointes au chef de l'État Michel Aoun. Selon lui, « le problème de la formation du gouvernement n'est pas dans un ministre de plus ou de moins. Le président doit prendre l'initiative et renoncer à un ministre de sa quote-part ».

En dépit du lourd héritage qu'il a reçu et du poids des drames vécus par sa famille, Tony Sleiman Frangié donne l'impression d'être en paix avec lui-même, avec son milieu et avec son histoire. Il est l'un des plus jeunes députés du nouveau Parlement, mais il n'est certainement pas le moins actif, préparant déjà des projets de loi sur des thèmes qui l'intéressent et qui concernent les jeunes, ainsi que certains métiers techniques et artisanaux. Tony Frangié se veut en effet la voix des jeunes au Parlement et il souhaite faire son possible pour arrêter l'hémorragie que constitue leur émigration. Selon lui, le principal problème pour eux réside dans l'absence d'emplois. Il est conscient d'être privilégié par rapport à de nombreux jeunes, mais cela ne l'empêche pas d'être sensible à leurs problèmes.

En réponse à une question, il précise que c'est lui qui a choisi de faire de la politique parce qu'il croit pou-



De gauche à droite, Pascal Monin, Tony Frangié, Karim Émile Bitar et notre collègue, Scarlett Haddad. Photo ANI

voir faire quelque chose de positif. Il assume le fait d'être classé parmi les héritiers politiques et considère que cela peut être un atout. Tony Frangié estime aussi que « la société civile est une valeur ajoutée et je ne crains pas son extension à Zghorta » (fief traditionnel des Frangié).

« Le massacre d'Ehden, une étape de la guerre »

Au sujet du massacre d'Ehden en 1978 – qui a frappé son grand-père dont il porte le nom, la femme et la fille de ce dernier –, alors qu'il n'était pas encore né, Tony Frangié estime qu'il s'agit d'une étape de la guerre qui déchirait le Liban. Cette étape visait à diviser les chrétiens, notamment ceux de Zghorta et de Bécharré, pour les affaiblir, les pousser à partir et les remplacer par d'autres, comme les Palestiniens. Selon lui, le plan

se poursuit d'ailleurs sous d'autres formes, notamment à travers la crise économique, dont la classe moyenne est la principale victime. « Cette fois, on veut remplacer les Libanais par les Syriens, dit-il. Nous tournons dans le même cercle vicieux. Je suis conscient du fait qu'on ne peut pas résoudre en quelques mois tous les problèmes, mais on peut essayer d'avancer au lieu de passer notre temps à reculer. » Le jeune député insiste ainsi sur la nécessité de traiter la situation économique à travers la coopération efficace entre le gouvernement et la Banque du Liban pour aboutir à une vision globale et claire. « L'électricité par exemple fait perdre au Liban deux milliards de dollars par an. Il faut donc commencer par là et établir un plan global pour les transports. Il y a beaucoup de choses élémentaires à faire », dit-il.

Interrogé sur ses relations avec

le président Aoun, il répond que le problème des Marada n'est pas avec sa personne, mais avec sa façon de gouverner. Selon lui, le rôle du chef de l'État est de rassembler. « Le président Aoun ne l'a pas fait, alors que mon père a déclaré à plusieurs reprises qu'il était prêt à répondre à une convocation du chef de l'État. » Il ajoute : « Nous attendions mieux de ce mandat. Nous vivons la pire période sur le plan de la corruption et du partage des parts, et même économiquement, selon les indicateurs. Pendant le mandat de Michel Sleiman, nous avons vécu un blocage des institutions, mais cette fois, c'est le président lui-même qui participe au blocage. »

Qu'a-t-il éprouvé en voyant son père donner l'accolade au chef des FL Samir Geagea ? « J'étais à ses côtés, répond le jeune député. Nous en

avons parlé et je pense que lorsqu'on se trouve dans une telle situation, on a deux choix : soit on s'enferme dans la rancœur, soit on pardonne. Mon père a choisi de pardonner et je crois que cela lui a fait du bien. »

« Il ne faut pas attendre la communauté internationale pour normaliser les relations avec la Syrie »

Interrogé sur les relations du Liban avec la Syrie, Tony Frangié précise que le Liban doit avoir de bonnes relations d'égal à égal avec la Syrie car ces relations sont dans son intérêt. Il précise que le Liban doit normaliser ses relations avec la Syrie, sans attendre la communauté internationale. « Sinon, il n'aura aucun mérite... »

Concernant les assassinats qui ont frappé des personnalités du 14 Mars, il estime que « ceux qui les ont planifiés sont ceux-là mêmes qui ont décidé de morceler le monde arabe pour servir l'intérêt de certains pays et qui sont à l'origine des printemps arabes. Il faut toujours voir la grande image, au lieu de s'attarder aux détails ». Au sujet des armes du Hezbollah, Tony Frangié défend son intervention en Syrie et précise que si le régime syrien avait sauté, la Syrie serait aujourd'hui pire que la Libye, tiraillée entre Daech et l'ex-Front al-Nosra. Ce qui aurait eu des conséquences graves sur le Liban. Frangié salue au passage l'intervention de la Russie en Syrie, « qui a évité l'éclatement d'une discorde entre sunnites et chiïtes ». Quant aux armes du Hezbollah à l'intérieur, Tony Frangié estime qu'elles sont utiles tant que l'armée n'a pas encore les équipements et les moyens nécessaires. Le jeune député insiste sur l'importance de former le gouvernement dans l'intérêt du Liban et pour procéder aux réformes économiques et financières nécessaires. Selon lui, le véritable responsable de la lenteur dans la formation du gouvernement, c'est la non-application de l'accord de Taëf, qui prévoyait entre autres une commission pour l'aboli-

tion du confessionnalisme, la décentralisation administrative, la création d'un Sénat, etc. « Seuls les points qui arrangent les anciens chefs de milice ont été appliqués. Mais aujourd'hui, si on veut procéder à des amendements, il faut réaliser le consensus. Ce qui est difficile dans les circonstances actuelles. Donc il vaut mieux appliquer ce qui ne l'a pas encore été. »

À qui fait-il assumer la responsabilité de la non-accession de son père à la présidence ? « En fait, nous ne pensons pas que le général Aoun rejette aussi totalement cette hypothèse. Mais c'est peut-être pour le bien de mon père, car l'alliance entre Aoun et Geagea lui aurait causé beaucoup de difficultés. En fait, dès que Saad Hariri a compris que le président devait être du 8 Mars, il a commencé par choisir Sleiman Frangié. Puis en dernier recours, il a adopté la candidature de Michel Aoun... »

Sera-t-il ministre dans le prochain gouvernement ? « Non, dit-il. Je suis encore jeune. » Lorsqu'on lui fait remarquer que son père a été ministre alors qu'il avait moins de 30 ans, il dit : « Mon père avait perdu le sien. Ce qui Dieu merci n'est pas mon cas... »

« L'État fort protège les citoyens, dont les chrétiens »

Tony Frangié prône la laïcité. Et il ne pense pas qu'elle est une menace pour l'avenir des chrétiens dont le nombre diminue. « Pendant des années, les chrétiens ont constitué la moitié de la population et ils ont occupé la plupart des postes importants. Ils n'ont pourtant pas fait grand-chose. Il faut donc cesser de jouer sur la peur. C'est l'État fort qui protège tous les citoyens, dont les chrétiens. Moi, j'aspire au jour où le confessionnalisme aura disparu... »

En quoi consiste, selon lui, une réussite des Marada ? « Pour moi, les Marada auront réussi lorsqu'il n'y aura plus un Frangié à leur tête. J'espère que le courant deviendra un jour un véritable parti... »